

Volatilité des prix alimentaires : témoignage d'un acteur des marchés financiers



William T. travaille à Paris sur les marchés financiers. Il a accepté de témoigner sous couvert d'anonymat des liens entre les marchés financiers et les crises alimentaires.

CFSI : Quel est votre métier et sur quels marchés travaillez-vous ?

Je suis chef de projet flux pour les marchés européens, c'est-à-dire que je m'occupe de piloter la création et la maintenance des process qui agrègent et diffusent les données de toutes les bourses européennes et russes.

CFSI : Quels liens faites-vous entre les investissements financiers spéculatifs et la hausse des prix alimentaires ?

C'est très simple, les prix des matières premières sont négociés et donc fixés en bourse, principalement aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne. Les sociétés de courtage et les banques spéculent sur ces actifs car ils ont un haut niveau de rendement et une forte volatilité.

Avec la mondialisation, les PED (pays en développement) ont ouvert leurs marchés d'exportation et ont fait lister leurs productions sur ces bourses : si les cours montent, leur production se vend plus chère, s'ils chutent, ils vendent à perte, le mécanisme est basique. Mais les opérateurs, banques et autres, peuvent tout à fait acheter quand le prix est au plus bas et conserver ces stocks jusqu'à ce que les cours montent, souvent quand la production est difficile dans les PED, et vendre au plus haut, ce qui impacte le prix à la distribution de détail et donc les consommateurs. C'est la meilleure manière de maximiser leur marge.

CFSI : Des mesures n'ont-elles pas été prises pour tenter de limiter ce phénomène ?

Pas de tentative organisée décisive de la part des régulateurs en tout cas, Etats et autorités de régulation financière, et je vois trois raisons à cela :

- les grands actionnaires, les ultra-riches et surtout les banques ont intérêt à avoir des lobbies qui bloquent toute tentative de réforme coordonnée ;

- les Etats des pays développés (surtout ceux de centre-droit) ont souvent dans le financement de leurs partis dominants ou de coalition les grands actionnaires, des banques et des hommes d'affaires ;

- la mondialisation (chute des barrières douanières, libre circulation du capital) a été promue comme une opportunité de croissance universelle selon la théorie de la concurrence pure et parfaite, mais dans les faits, c'est l'opposé qui s'est produit : elle a enrichi les riches et affamé les pauvres, car même si la concurrence trouve un point d'équilibre, tous les joueurs ne partent pas avec les mêmes atouts.

CFSI : Comment cela se passe-t-il précédemment et comment les productions des PED se sont-elles retrouvées listées sur les marchés financiers ?

Initialement, la vente était du ressort de l'Etat et donc moins sensible aux variations de cours puisque le prix de vente était fixé de manière indépendante.

Depuis la décolonisation, les PED sont lourdement endettés et quand les accords du Gatt/OMC ont fini de baisser le peu de protections douanières qu'ils avaient, ils étaient emballés (et les dirigeants bien arrosés) de pouvoir vendre leur production sur le circuit international.

Sous couvert d'accords commerciaux devant apporter la prospérité à tous, les pays développés ont pu introduire en bourse les productions des PED, spéculer dessus et au besoin manipuler les cours. Les avantages sont doubles : gagner de l'argent grâce à la spéculation, et utiliser les variations de cours comme un instrument de pression politique.